

Emigration

Une question sécuritaire pour eux, un enjeu de développement pour nous !

L'émigration ou l'immigration, selon l'endroit où on se trouve, focalise de plus en plus les attentions et forme de nos jours une préoccupation commune sur la planète. Elle illustre mieux que tout le déséquilibre actuel entre les continents et les zones, entre les hommes aussi.

L'Occident se barricade, non pas contre un fléau ou une guerre mais pour faire face aux vagues d'immigrés clandestins qui prennent ses rives pour eldorado. L'Occident s'organise, emploie des moyens colossaux dans cette « bataille » et engage les pays africains à collaborer pour que leurs citoyens qui cherchent à fuir soient stoppés le plus tôt possible. On ne compte plus les noms d'opérations (Ulysse, Triton, Neptune...) montées pour assécher le flux des migrations à travers un état major intégré en Europe dénommé Frontex. On identifie ici ou là des politiciens qui arrivent à se faire élire sur base d'arguments racistes, sécuritaires...qui vont tous dans le sens de lutter contre ce mal qu'est devenu l'immigration en Europe ou ailleurs. On ne compte plus, malheureusement, le nombre de victimes, d'humiliés, de mutilés que fait ce processus (voyages, exploitation, arrestations, accidents, rapatriement...). Nous sommes interpellés, nous qui sommes à la base du dispositif. Nous sommes interpellés, nous qui partons. Nous sommes interpellés, nous qui souffrons. Car, hélas, ceux qui nous rejettent aujourd'hui après nous avoir encouragés hier, ne sont plus qualifiés pour nous montrer le bon chemin et encore moins la bonne manière. Dans ce domaine, autant qu'ailleurs, les pauvres sont invités à déterminer au plus profond d'eux les voies et moyens de leur propre progrès.

Les jeunes africains émigrent, comme d'autres jadis, pour trouver ailleurs ce qu'ils estiment être nécessaires à leur bonheur. Cette migration est surtout motivée par des raisons économiques. Les êtres vont là où ils pensent qu'ils vivront mieux. Ce phénomène n'est pas nouveau. Les premiers hommes ont été d'abord des nomades. Au fil du temps, les uns et les autres se sont fixés pendant que d'autres ont parcouru des milliers de kilomètres à la recherche d'un mieux être. Plus près de nous nous avons les européens qui ont migré en Amérique, aux Indes et certains en Afrique. Tant qu'il y a de l'espace et tant que les arrivants ne bousculent pas les autochtones, le phénomène n'est pas gênant. Il est même quelque fois encouragé quand les arrivants aident les autochtones dans leur vie et complètent la force de travail nécessaire pour améliorer l'existence des seconds. De la fin de la seconde guerre mondiale au début des années 80, l'immigration était encouragée en Occident. Nos aînés, majoritairement Soninké, qui ont émigré en France sont partis dans cette époque. Ils ont eu un sort bien enviable par rapport à ceux qui cherchent à partir en ce moment. Ceux-ci sont combattus, refoulés, rejetés parce que les temps ont changé. Ceux qui les accueillaient sont maintenant convaincus qu'ils n'en ont plus besoin (la France qui a actuellement la plus forte natalité d'Europe après l'Irlande aura de moins en moins besoin de bras). Au contraire, l'emploi se fait rare et les perspectives de croissance ne permettent plus d'absorber un nombre croissant d'immigrés. Sans parler de la xénophobie rampante qui parcourt de pans entiers des sociétés occidentales qui rend populaire l'approche sécuritaire de l'émigration. Ce qui était encouragé hier est combattu aujourd'hui. Nous nous devons d'en prendre acte.

Nous nous devons de nous organiser et de nous battre pour qu'un jour, dans quelques générations, ce soit eux qui soient entrain de chercher à émigrer chez nous.

Ce n'est pas une utopie pour qui a une vision historique des rapports humains. La puissance tutrice du XVIIIe siècle (la France) a laissé la place à une autre au XIXe siècle (l'Angleterre) qui elle-même céda son fauteuil à une autre au XXe siècle (les Etats-Unis). Cette dernière est en passe de s'incliner devant une autre (la Chine) à l'aube du XXIè siècle. Alors pourquoi pas, un jour et bientôt, le tour de l'Afrique?

L'immigration peut paradoxalement nous aider dans cette perspective. Il est nécessaire de stigmatiser au préalable en quoi les migrations peuvent constituer une perte pour nous et donc s'interroger sur les moyens permettant de maîtriser ces flux. Pour nous et non pour les autres ! Il est enfin souhaitable de gérer avec intelligence notre diaspora pour qu'elle soit inductrice de développement, pour nous et non pour les autres !

Selon les chiffres officiels disponibles, la diaspora africaine a envoyé sur le continent l'équivalent de 170 milliards de dollar en 2006. En réalité la somme avoisinerait les 200 milliards en prenant en compte les circuits informels d'expédition. Ce qui représente en moyen 20% de la richesse du continent. Cette somme dépasse également l'aide public au développement. Autrement dit nos « tounkaranké » sont les premiers partenaires au développement du continent surtout qu'on sait que leur fond arrive généralement aux bénéficiaires ! En se basant sur ce chiffre il n'est pas possible de nier l'intérêt de l'émigration pour le Continent et pour un pays comme le Mali. C'est un phénomène qui contribue à enrichir individuellement l'émigré et à contribuer au progrès de sa terre natale. Mais a t'on évalué un jour la perte que constitue l'émigration pour les pays de départ. Malheureusement non car cette évaluation est fastidieuse et moins directe qu'une évaluation financière classique. Et pourtant on gagnerait bien à nous poser ces questions car il est plus que probable que l'émigration nous coûte plus qu'elle nous apporte. Plusieurs facteurs illustrent ce constat.

Les personnes qui émigrent sont pour la plupart dans la force de l'âge et sont jeunes. Cette force de travail et cette force créatrice fera défaut au continent. On sait tous que le nombre crée l'émulation et favorise la création. L'homme devient imaginatif quand il est poussé dans ses derniers retranchements et arrivent à utiliser cette énergie vitale pour créer et générer de la richesse. En optant pour le départ classique, les jeunes cèdent à la tentation et privent ainsi le pays de forces qui, catalysées, auraient pu être à la base de richesse davantage substantielle que celle envoyée sous forme de mandats. L'émigration qui maintient les populations dans une illusion de richesse à cueillir ailleurs les prive du même coup de capacités à se poser des questions sur l'avenir possible dans leur pays. Il n'est pas rare de voir régulièrement des jeunes collecter 2 à 3 millions de FCFA au Mali pour obtenir les éléments nécessaires à leur départ. Or, on peut compter plusieurs centaines d'hommes prospères de notre pays dont le capital de départ était inférieur à 2 millions de FCFA. Pourquoi ne pas orienter ces ressources dans une activité dans le pays et s'investir totalement pour s'y réaliser en assurant son propre progrès ?

On ne peut assurer le progrès collectif dans un pays si la majorité de sa jeunesse cherche à migrer. Ils ne se sentiront nullement intéressés par le pays, ne participeront à aucun débat ni à ne relèveront aucun défi qui le concerne. Leur seul espoir sera de partir ! Dans cette hypothèse on se priverait de la jeunesse et comme elle est majoritaire on priverait le pays de cette opportunité.

Le départ des concitoyens décourage l'agriculture, l'élevage et les activités pour une part de la population. En analysant la situation du cercle de Yelimané, on verrait que l'atonie économique qui y a cours est surtout du au fait que l'essentiel des revenus provient de la diaspora.

Le second élément négatif de l'émigration est la « fuite des cerveaux » qui est orchestrée maintenant par les pays riches. Chaque année, environ 74 000 diplômés quittent le continent pour d'autres horizons et cela dans tous les domaines. Ce sont ainsi des dizaines de milliers de cadres, de compétences qui auront pu nous aider à travailler, avancer, et à rattraper un peu du retard concédé sur les autres. Ces pertes sont multifformes. Les ressources engagées pour leur formation l'auront été en pure perte. La place qu'ils occupaient demeure vacante ou est occupée de manière insatisfaisante. L'appel d'air créé par leur départ est également dommageable car un cadre qui s'expatrie aidera d'autres à le faire. En tout point le départ encouragé des compétences et des talents est criminel pour notre pays et notre continent. La conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) vient d'évaluer à 400 milliards de dollar, le coût de ce phénomène pour l'Afrique, ce qui dépasse de loin les sommes reçues.

Le dernier élément fort négatif lié à l'émigration est son impact sur la crédibilité et l'image de nos pays. Notre administration, nos cadres, nos documents officiels, nos opérateurs économiques ainsi que tous les citoyens perdent dans l'image colportée par le phénomène. On ne nous accorde plus autant de considération ni autant de crédit dans des situations de ce type. Ce discrédit se traduit par des désagréments divers ainsi que par des lourdeurs administratives qui constituent autant d'obstacles pour l'avancée du pays.

En somme, l'émigration coûte plus qu'il ne rapporte. Il coûte des vies, il coûte des manques à gagner, il coûte des opportunités disparues et des espoirs envolés. Il coûte aussi la fierté et l'orgueil. Autant d'éléments, à priori non financièrement évaluables, mais forts entravants pour notre progrès. Aucun pays ne se développe sans un minimum d'engagement de ses habitants, un minimum d'esprit de sacrifices, un minimum de croyance à l'avenir commune. Enlever ces sentiments et on n'aurait pas de Chine et d'Inde triomphantes aujourd'hui ! Enlever ces sentiments et Israël n'aurait pas été ce qu'il est aujourd'hui !

Nous devons en être conscients et jeter les bases d'un futur solidaire dont le socle serait notre engagement commun à nous en sortir par nous-mêmes. Définir notre politique d'émigration en ne nous préoccupant de ce que les autres peuvent en penser et agir uniquement selon nos intérêts !

Ce cadre nouveau de solidarité entre les citoyens devrait partir du postulat qu'on peut et qu'on doit gagner avec la jeunesse. Nous nous devons de construire une jeunesse mobilisée, travailleuse, consciente, créatrice, sobre et économe, une jeunesse entreprenante. Nous nous devons de lui faciliter les mobilisations de ressources pour entreprendre et créer de la richesse. Nous devons faire en sorte que la jeunesse sache que ça se passe au pays et qu'elle s'intéresse au pays. Les autorités doivent s'engager dans ce cadre et développer une véritable ambition pour la jeunesse malienne.

Quand elle se mobilisera, elle ira de l'avant, participera à tous les chantiers nationaux. Elle sera acteur et nous nous en porterons nettement mieux.

Les autorités doivent également engager des chantiers importants pour maîtriser les flux de l'émigration et prendre en la matière l'initiative plutôt que de recevoir des directives venues d'ailleurs. La maîtrise des flux passe par les aspects sécuritaires et les aspects juridiques mais reposent également sur des éléments pratiques qu'il convient de prendre en compte pour être efficaces.

Sur le plan juridique, il convient de renforcer sérieusement notre arsenal portant sur les conditions de délivrance des documents d'état civil et des documents de voyage. Nous devons également adopter des textes très répressifs contre les personnes qui organisent le départ des compatriotes quelque soit la voie suivie. Dans le respect des textes sous régionaux, les conditions d'entrée et de séjour des citoyens de pays limitrophes doivent faire l'objet d'une plus grande attention. Enfin il doit être fermement instruit aux forces de sécurité de faire de la lutte contre les départs la pierre angulaire de leurs actions à nos différentes frontières. Les autorités doivent outiller davantage les fonctionnaires engagés dans ce dispositif.

Sur le plan pratique, il s'agit d'identifier, de baliser et de sécuriser les différentes voies de sortie du pays pour les émigrants de toutes sortes. Il s'agit ensuite de s'engager clairement dans la voie d'obstruction de ces voies, notamment celles qui sont terrestres. En prenant l'exemple de a ville de Gao, on imagine sans peine que les milliers de candidat à l'émigration y vivent, travaillent et se préparent au vu et au su de tous vers un départ. Les forces de sécurité sont parfaitement informées et identifient d'ailleurs les « candidats » dès leur arrivée, par car, à la barrière d'entrée de la ville. Si elles le veulent, elles peuvent agir de manière décisive pour arrêter le flux sur cet axe. Il en est sans doute de même sur d'autres axes. Il nous faut définir ces priorités et engager les éléments sur le terrain dans ce sens avec une forte contrainte (leur assigner des résultats chiffrés) sur leur poste.

La contrainte et les barrières ne pourront pas être efficaces pour ceux qui auront les moyens de partir surtout s'ils sont invités par les pays riches. Pour ceux-ci, l'Etat doit agir sur plusieurs leviers. Nos autorités, dans le cadre des études supérieures, doivent réfléchir à instaurer un engagement de servir l'Etat sur une période plus ou moins longue à définir. Cela serait inclus parmi les obligations des étudiants engagés dans le système public, en fonction de leur profil. Pour ce qui concerne les étudiants du secteur privé, il serait intéressant au moins de les recenser et de les suivre en fonction des besoins des autorités. Certains étudiants bénéficient de bourse d'études grâce à l'Etat. Le suivi et la gestion de ceux-ci doivent être priorisés car ils sont généralement de grande compétence. L'Etat ne doit pas hésiter à communiquer et à sensibiliser, en utilisant au besoin les services des relais sociaux traditionnels pour réveiller la fibre patriotique des cadres et des futurs cadres tentés par l'aventure de l'expatriation. Il faut cependant reconnaître que cette politique aura d'autant plus de chance de marcher si elle s'inscrit dans un cadre de bonne gouvernance, de transparence, de bonne foi et d'exemplarité des leaders.

Nos leaders se doivent enfin de gérer avec doigté les 4 millions de maliens qui vivent actuellement en dehors du territoire national pour compléter idéalement la nouvelle politique d'émigration que nous appelons de nos vœux. La diaspora représente une force intellectuelle, financière et socio culturelle qui serait d'un apport bénéfique pour l'avancée du pays si elle est mieux intégrée dans nos choix publics.

Nous devons concevoir et mettre en œuvre une politique de soutien au retour. Cette politique, pour des raisons de pragmatisme, pourra avoir des intersections avec la politique de l'aide au départ des pays d'accueil.

Nous devons nous organiser pour accueillir nos compatriotes qui le désireraient, faciliter leur séjour, faciliter leur accès aux administrations, raccourcir les procédures et les aider au quotidien pour mettre en œuvre leurs idées. Cette politique, qui pourra être actée dans une grande loi d'incitation au retour des compatriotes expatriés, devra se baser sur des structures déconcentrées dotées des aptitudes et des pouvoirs d'intermédiation entre les expatriés et le pays. Nous devons multiplier les liens entre le pays et sa diaspora (ambassades, consulats honoraires, structures représentatives...) permettant de raccourcir voir d'annuler la distance entre le pays et ses fils à l'étranger. Ces actions doivent permettre un retour, même sous forme de séjours réguliers, de nos frères et sœurs désireux d'aider leur terre natale tout en se réalisant eux-mêmes. Il ne faut pas hésiter là également à se fixer des objectifs chiffrés et évaluer régulièrement nos résultats en la matière.

Malgré nos efforts, certains de nos compatriotes choisiront de vivre éloigné du pays. Il ne faut pas les oublier car par leurs talents, idées, moyens, relations, ils sont susceptibles d'aider le Mali. Les autorités doivent essayer de recenser de manière exhaustive tous les maliens vivant à l'étranger, en commençant par les talents et les compétences. Ce recensement doit nous permettre de les toucher et de les solliciter dans la mise en œuvre des politiques publiques. Les technologies de communication permettent une mobilité sans précédent des idées et des savoirs faire. Nous pourrions multiplier les passerelles pour bénéficier de leurs compétences. L'idée de l'université virtuelle et du projet Tocten est à élargir à tous les domaines publics.

Cette nouvelle politique d'émigration ne doit laisser indifférent aucun malien, qu'il soit de l'intérieur ou de l'extérieur car, désormais, nos sorts sont plus que jamais liés. Le départ irraisonné de milliers de nos compatriotes est fort négatif pour le pays. Le départ massif de nos intellectuels l'est tout autant. Il nous est désormais obligatoire de nous définir une ligne de conduite en matière d'émigration en combinant de manière intelligente la maîtrise des départs et le soutien au retour. Nous devons mettre en œuvre cette politique avec un engagement fort des leaders et une implication de toutes les composantes de la société.